

NOTE DE CONJONCTURE DU SECTEUR BANCAIRE A FIN JUIN 2018 (2^{ème} Trimestre 2018)

L'enquête de conjoncture sur le secteur bancaire au deuxième trimestre 2018 s'est déroulée, d'après le dernier rapport du Comité de Politique Monétaire (CMP) de la BCEAO, dans un climat économique assez favorable à l'échelle mondiale.

Selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI) publiées dans les Perspectives Economiques Mondiales (PEM) de juillet 2018, la croissance de l'économie mondiale devrait se situer à 3,9% en 2018 après un taux de 3,8% en 2017.

Les prix internationaux des principales matières premières exportées par les pays de l'Union ont connu des évolutions contrastées durant le deuxième trimestre 2018.

Les cours du pétrole, du cacao et du coton ont augmenté tandis que ceux de l'huile de palmiste, de la noix de cajou, de l'huile de palme, de l'or, du café et du caoutchouc se sont repliés.

Au sein de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), selon le Comité, l'activité économique est demeurée vigoureuse au deuxième trimestre 2018. La progression du Produit Intérieur Brut (PIB) réel, soutenue principalement par la demande intérieure, est ressortie à 6,5%, en glissement annuel, au même niveau que le trimestre précédent.

Au plan national, l'activité économique bénéficie d'un environnement des affaires favorable, de la poursuite de l'exécution des chantiers publics ainsi que la mise en œuvre des réformes portant notamment sur la dématérialisation et la diminution des coûts administratifs, la modernisation de la justice, ainsi que la réforme fiscale.

Au niveau du secteur primaire, l'agriculture d'exportation connaît une évolution contrastée. Les productions d'anacarde (-1,1%), de banane (-3,5%), d'ananas (-10,1%), et de cacao (-3,3%) sont en baisse alors que les productions de sucre (+4,8%), de coton graine (+27,7%), de caoutchouc (+14,2%) et de café (+323,1%) augmentent. L'agriculture vivrière resterait bien orientée, au regard de la baisse des prix des produits frais, notamment les tubercules et le plantain (-7,2%), les légumes frais (-8,5%) et les fruits (-8,7%).

Le secteur secondaire connaît une embellie provenant à la fois des BTP et de l'activité industrielle. L'indice de la production industrielle augmente de 4,1%, tandis que l'activité extractive recule (-12,3%). Hors extraction, l'activité industrielle progresse de 6,6%. S'agissant de l'indicateur avancé des BTP, il se raffermi de 17,9%, soutenu par l'accélération de l'exécution des grands chantiers publics (Stade d'Ebimpé, Echangeur Carrefour Solibra, construction et réhabilitation de certaines infrastructures routières du pays).

Dans le secteur tertiaire, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détails (ICA) et le transport s'affichent en hausse. En effet, l'ICA progresse de 8,6% en termes nominaux et de 8,1% en termes réels. Le transport aérien enregistre une hausse de 3,9% du nombre de passagers commerciaux. De même, le transport routier devrait évoluer favorablement, au regard de la progression de la consommation des carburants super et gasoil (+13,1%). Dans le maritime et le ferroviaire, les trafics de marchandises sont également en hausse de 4,1% et 19,5%, respectivement. Les télécommunications enregistrent un léger repli du chiffre d'affaires de 0,3% tandis que le nombre d'abonnements progresse de 10,0%.

En définitive, l'économie ivoirienne est bien orientée au premier semestre 2018, portée par les secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur primaire devrait bénéficier d'un bon niveau de production de l'agriculture vivrière, au regard du recul des prix des principaux produits frais. Il devrait également se consolider au second semestre avec le redressement attendu de la production d'anacarde. En relation avec le lancement des travaux du 4^{ème} pont d'Abidjan le 30 juillet 2018 et la poursuite des chantiers en cours d'exécution, l'activité économique devrait rester dynamique sur le reste de l'année.

Dans l'ensemble, le taux de croissance du PIB devrait être soutenu en 2018. Selon la septième édition du rapport de la Banque Mondiale sur la situation économique en Côte d'Ivoire publiée en juillet 2018, le pays présente de bonnes performances économiques. La poursuite du processus de transformation structurelle de l'économie devrait renforcer la soutenabilité à moyen et long termes de sa croissance

La présente note a été élaborée suite à une enquête menée auprès des 28 banques en activité et présente un état des lieux du système bancaire au 30 juin 2018 sur la base des 27 réponses transmises au Trésor Public.

I- Présentation du secteur bancaire

La dynamique se poursuit...

Le réseau bancaire couvre l'ensemble du territoire à travers 621 agences dont 607 fonctionnelles (348 à Abidjan et 266 en province) contre 14 non fonctionnelles (7 à Abidjan et 7 en province). Il compte 1 000 Distributeurs Automatiques de Billets (DAB) ou Guichets Automatiques de Banque (GAB) dont 926 fonctionnels (648 à Abidjan et 278 en province) contre 74 non fonctionnels (22 à Abidjan et 43 en province).

Ainsi, par rapport à l'année précédente, on assiste à un renforcement des automates avec l'acquisition ou la mise en état de 54 DAB/GAB.

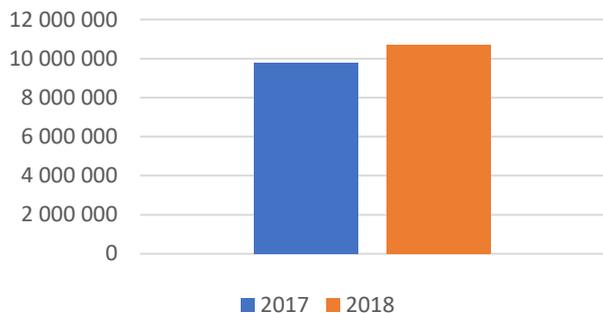
Le secteur emploie également environ 9 913 salariés contre 9 169 un an plus tôt, soit une augmentation de 8% de l'effectif, composé de 40% de cadres supérieurs, de 46% de non cadres et de 14% de stagiaires.

II- Situation de l'activité au 30 juin 2018

Un secteur en croissance ...

Le secteur bancaire enregistre une **activité en hausse de 10%** par rapport à juin 2018 avec un **total bilan de 10 711,28 milliards FCFA** contre **9 758,58 milliards FCFA** en juin 2017.

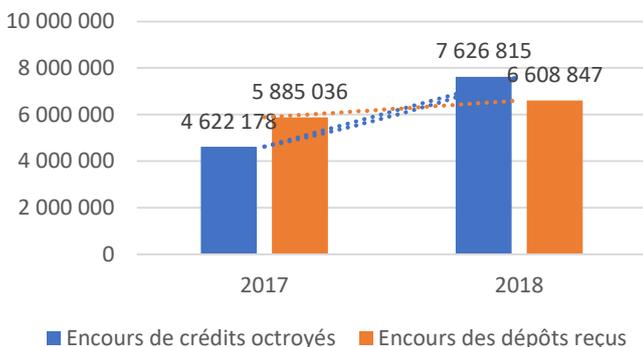
Evolution du bilan entre juin 2017 et juin 2018
(en Millions FCFA)



Cette hausse est portée par une évolution des encours de :

- dépôts qui s'établissent à environ **6 508,06 milliards FCFA** contre **5 483,54 milliards FCFA** en juin 2017 ;
- crédits qui s'établissent à **7 626,82 milliards FCFA** contre **4 622,18 milliards FCFA** en juin 2017.

Evolution des dépôts et des crédits entre juin 2017 et juin 2018 (en Millions FCFA)



II.1- Les dépôts

L'encours des dépôts connaît un accroissement de 12% par rapport à 2017.

Selon la maturité, les dépôts sont constitués principalement de :

- dépôts à court terme pour **5 070,97 milliards FCFA**, soit 77% de l'encours des dépôts ;
- dépôts à moyen terme pour **1 804,50 milliards FCFA**, soit 27% de l'encours des dépôts ;
- dépôts à long terme pour **270,22 milliards FCFA** soit 4% de l'encours des dépôts.

Selon le type de clients, les dépôts sont effectués à :

- 44% par les grandes entreprises dont **2 260,72 milliards FCFA** à court terme ;
- 39% par les particuliers dont **1 845,89 milliards FCFA** à court terme ;
- 12% par les petites entreprises dont **660,90 milliards FCFA** à court terme ;
- 6% par l'Etat dont **303,46 milliards FCFA** à court terme.

II.2- Les crédits

Ils connaissent un accroissement de 65% de l'encours par rapport à 2017.

Selon la maturité, les crédits sont constitués de :

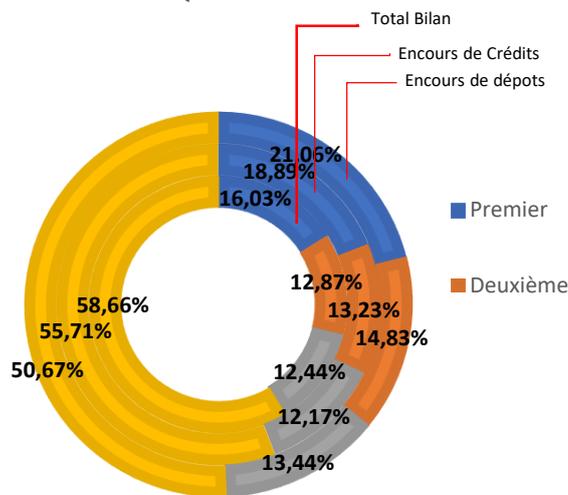
- crédits à court terme pour **3 074,66 milliards FCFA**, soit 40% de l'encours des crédits ;
- crédits à moyen terme pour **2 780,34 milliards FCFA**, soit 36% de l'encours des crédits ;
- crédits à long terme pour **643,53 milliards FCFA**, soit 8% de l'encours des crédits.

Selon le type de clients, on note que :

- 47% de l'encours de crédit ont été accordés aux grandes entreprises dont **2 326,45 milliards FCFA** à court terme ;
- 41% de l'encours de crédit ont été accordés aux particuliers dont **676,74 milliards FCFA** à moyen terme ;
- 8% de l'encours de crédit ont été accordés aux petites entreprises dont **400,18 milliards FCFA** à court terme ;
- 4% de l'encours de crédit ont été accordés à l'Etat dont **210,97 milliards FCFA** à court terme.

Avec un total bilan de **4 457,82 milliards FCFA**, les trois (3) premières banques du secteur détiennent à elles seules 41% de part de marché et concentrent plus de la moitié des activités du secteur bancaire.

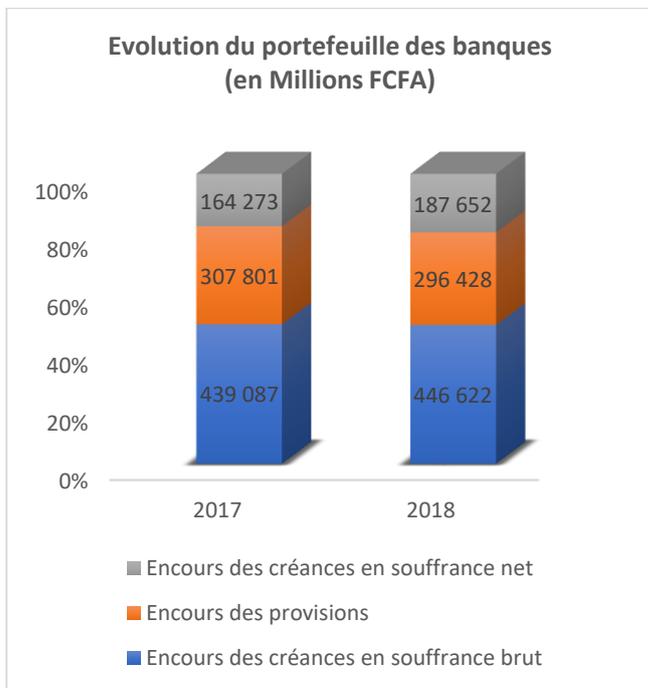
REPRESENTATIVITÉ DES QUATRE PLUS GRANDES BANQUES DU SECTEUR



Selon les banquiers, cette amélioration de l'activité s'expliquerait par le dynamisme de l'économie ivoirienne, qui a permis une hausse de l'encours des emplois dans le même sens que les ressources à court et moyen terme. Aussi, les actions de promotion beaucoup plus intenses auprès des clients particuliers et PME se sont poursuivies.

Par ailleurs, la qualité du portefeuille s'est dégradée de plus de 14% par rapport à l'année dernière. Les créances en souffrance nettes ressortent à **187,65 milliards FCFA** contre **164,27 milliards FCFA** un an auparavant.

Cette tendance est portée par la hausse de l'encours des créances en souffrance brutes de 2% et un repli de l'encours des provisions de 4%



En conséquence, les taux bruts et nets de dégradation du portefeuille des établissements de crédit ressortent respectivement à 5,86% et 2,46% à fin mars 2018.

Toutefois, la trésorerie disponible immédiatement des établissements de crédit affiche un excédent de **2 185,86 milliards FCFA**, contre **2 037,92 milliards FCFA** un an plus tôt. Selon les banquiers, cette situation devrait se renforcer eu égard à des remboursements d'emprunts attendus

III- Analyse des performances du secteur

Le secteur bancaire enregistre des performances satisfaisantes

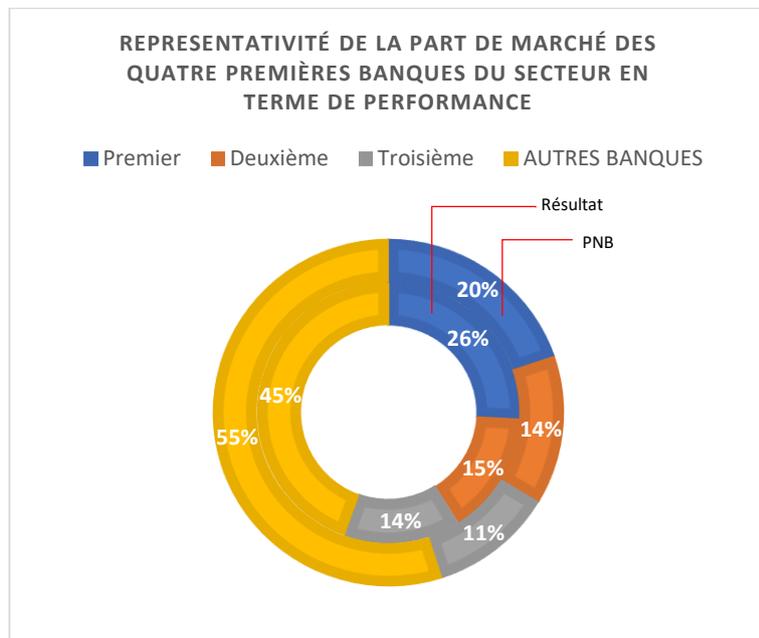
...

Le Produit Net Bancaire (PNB) des établissements de crédit s'est établi à **299,69 milliards FCFA**, en progression de **9,84 milliards FCFA** par rapport à l'année dernière.

Le résultat brut d'exploitation, quant à lui, connaît une progression haussière de 9% par rapport à l'année dernière et ressort à **118,06 milliards FCFA**.

Le résultat net, par contre, connaît un repli et s'affiche à **77,36 milliards FCFA** contre **82,83 milliards FCFA** à fin juin 2017.

Au 30 juin 2018, les trois (3) premières banques du secteur génèrent à elles seules 46% du résultat réalisé et concentrent plus de 43% de la richesse créée.



IV- Respect du dispositif prudentiel

Un dispositif en mutation

Suite à la mise en application du nouveau dispositif prudentiel issu des accords de Bâle 2 et Bâle 3 en janvier 2018, il n'a pas été possible de recueillir les données sur le respect du dispositif prudentiel.

Toutefois les banquiers ont assuré que cette anomalie sera corrigée dans les prochaines enquêtes.